

CONFERENCE DU DESARMEMENT

CD/1278
7 septembre 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

INTERDICTION DE LA PRODUCTION DE MATIERES FISSILES POUR LA FABRICATION D'ARMES ET AUTRES DISPOSITIFS EXPLOSIFS NUCLEAIRES

Déclaration faite par les Pays-Bas au nom du Groupe occidental

1. Je prends la parole aujourd'hui pour faire au nom du Groupe occidental une déclaration sur la question des négociations relatives à une interdiction - ou un "arrêt" - de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

Le Groupe occidental a suivi avec un vif intérêt le rapport que l'ambassadeur Shannon, coordonnateur spécial de la Conférence pour la question, vient de faire sur l'état des travaux consacrés à celle-ci.

2. Le Groupe occidental tient à féliciter le Coordonnateur spécial de ce qu'il a fait pour s'acquitter des tâches à lui confiées par le Président dans sa déclaration du 25 janvier dernier. Le Groupe juge encourageant le fait qu'un consensus s'est dégagé parmi les Etats membres quant à l'idée que la Conférence était l'instance indiquée pour négocier un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable, interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, et qu'un accord de principe est intervenu quant à celle de créer un comité spécial sur la question.

3. Vu l'existence de ce consensus, le Groupe occidental avait escompté que les membres de la Conférence seraient en mesure de convenir d'un mandat de négociation et d'établir un comité spécial au cours de la session de 1994. Il est très regrettable que cette attente ait été déçue. Cela dit, le Groupe occidental attend toujours avec intérêt l'ouverture prochaine, à la Conférence, de négociations sur le traité envisagé et appuie dans cet esprit la demande faite au Coordonnateur spécial pour qu'il poursuive ses consultations.

4. Encore une fois, le Groupe occidental tient à dire qu'il appuie pleinement le tout premier projet de mandat, qui est fondé sur le libellé de la résolution 48/75 L adoptée par consensus par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il note, en outre, que la vaste majorité des membres de la Conférence appuient ce mandat simple et que seul un très petit nombre de délégations s'est montré peu enclin à confirmer l'engagement consacré par la résolution adoptée en 1993 sur la question. Ce projet de mandat est libellé comme suit :

"1. La Conférence du désarmement décide de constituer un comité spécial sur une interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

2. La Conférence charge le Comité spécial de négocier un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable, interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

3. Le Comité spécial fera un rapport à la Conférence du désarmement sur l'avancement de ses travaux avant la fin de la session de 1994."

De l'avis du Groupe occidental, les membres de la Conférence devraient saisir l'occasion unique que leur donne le consensus intervenu à l'Assemblée générale des Nations Unies pour commencer dès que faire se pourra à négocier une interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement nucléaire.

5. Le Groupe occidental exprime l'espoir que les consultations menées par le Coordonnateur spécial seront couronnées de succès et se déclare prêt à tout faire pour appuyer ce dernier dans ses tâches.
